

Entretien avec Philippe Meirieu publié dans le numéro de septembre de la revue de la Ligue de l'Enseignement : ***Des idées en mouvement***

1. Le nouveau gouvernement a lancé en juillet une grande concertation pour « refonder l'école ». Quel bilan faites-vous des réussites et des échecs de l'institution actuelle ?

Je partage très largement le diagnostic sur lequel s'appuie la « concertation » : trop de jeunes quittent le système scolaire sans qualification, les écarts se creusent entre « l'école des héritiers » et « l'école des exclus », la maîtrise de la langue se dégrade, la formation des enseignants est sinistrée, les personnels sont « dépressifs » tant ils ont été malmenés. Je partage aussi les analyses qui font porter à la politique scolaire de ces dix dernières années une large part de responsabilité dans cette situation : programmes primaires régressifs de 2008, démantèlement de la semaine scolaire, attaques contre les RASED, déshérence de l'éducation prioritaires, disparition progressive de la carte scolaire, réformes avortées du collège, suppressions de postes et précarisation des personnels, etc. Mais, derrière cette description assez consensuelle, je suis convaincu qu'il faut regarder les lames de fond qui bousculent aujourd'hui notre institution scolaire, à l'insu parfois des acteurs eux-mêmes. Mon travail auprès des élèves « décrochés » m'a permis, en effet, de voir à quel point leur exclusion n'était pas un accident qu'il fallait « réparer », mais, le plus souvent, la conséquence de la désarticulation de tout un système qu'il faut, effectivement, « refonder ».

Trois lames de fond - profondément solidaires entre elles - caractérisent, en effet, l'évolution de notre école : désinstitutionnalisation, individualisation, technocratisation.

1) Notre école n'est plus vraiment une institution : le cadre organisationnel - comme son caractère de « contenant psychique » - s'y est effondré ; nos bâtiments scolaires n'hébergent plus qu'une juxtaposition de séquences fragmentaires sans cohérence entre elles, sans encadrement par des équipes d'adultes solidaires, sans construction de normes communes, sans rituels structurants, sans projet collectif assumé. Dans cette situation de désagrégation du collectif, quelques militants s'efforcent tant bien que mal de construire du « vivre ensemble »... travail de Sisyphe s'il en est, car le « vivre ensemble » n'est qu'illusion - ou régression fusionnelle - tant qu'il ne s'articule pas sur un « faire ensemble ». 2) Dans ces « ruines institutionnelles », chacun, évidemment, s'efforce de tirer son épingle du jeu : les plus débrouillards en cherchant, avec l'appui de leurs parents, le meilleur rapport qualité / prix ; les plus en difficulté en organisant leur propre échec ou en détruisant ce qui reste encore debout autour d'eux : seules entreprises qu'ils soient sûrs de réussir ! L'individualisme triomphant entre ainsi parfaitement résonance avec l'injonction permanente à « l'individualisation » et ses lieux communs : tout dysfonctionnement doit être traité avec le modèle médico-pharmaceutique individuel « diagnostic / remédiation »,

quand ce n'est pas selon le principe « détection / dérivation » ; l'apprentissage se réduit à une collection de « compétences » ; la découverte culturelle et le plaisir de penser disparaissent derrière les critères de « l'employabilité » ; le collectif est désinvesti comme lieu de construction de soi et du monde. Le tout, bien sûr, sous la bannière de « l'égalité des chances » dont on sait à quel point elle est une trahison de l'idéal républicain de « l'égalité des droits ». 3) Et pour que tout cela tienne encore malgré tout, pour que les forces centrifuges ne fassent pas éclater totalement le système, il ne reste que la possibilité d'augmenter le contrôle technocratique : évaluations en tous genres, multiplication des « grilles » de toutes sortes, caporalisation des personnels... Quand rien ne tient sur le fond, la hiérarchie renforce naturellement son pouvoir et trouve sa légitimité dans l'hégémonie du « pilotage par les résultats ».

2. *Quelles sont, selon vous, les priorités pour s'émanciper de ces « lames de fond » que vous dénoncez ?*

Loin de moi l'idée qu'il faille esquisser la question des moyens et des postes : c'est une question décisive et un outil essentiel pour reconstruire la confiance entre les acteurs. De même, il faut traiter les questions techniques d'organisation des cursus et proposer un cadre équilibré de gestion du temps scolaire. Il faut aussi retrouver l'inspiration d'Alain Savary et « donner plus *et mieux* à ceux qui ont moins »... Les chantiers sont nombreux et l'urgence est là !

Mais, plus fondamentalement, il faut aussi identifier les leviers qui pourraient permettre cette « refondation » qu'on nous promet. J'en vois au moins trois, là encore profondément liés entre eux : institutionnalisation, mobilisation et formation.

1) Institutionnaliser l'école, c'est mettre en place des « unités pédagogiques fonctionnelles » où chaque équipe d'enseignants et de cadres éducatifs puisse assumer l'instruction et l'éducation d'un nombre limité d'élèves – l'équivalent de quatre classes semble constituer un bon chiffre. Là, au sein de mini-collèges ou de mini-lycées - qui pourraient se constituer aussi dans les établissements existants – les adultes maîtriseraient l'organisation d'activités pédagogiques adaptées, pourraient se dégager, chaque fois que cela leur apparaîtrait utile, de la « tranche napolitaine » de l'emploi du temps hebdomadaire, utiliseraient toute la richesse des interactions entre pairs, travailleraient étroitement avec l'environnement culturel... tout en effectuant un suivi « personnalisé » dans un groupe dont le fonctionnement serait construit en associant étroitement les jeunes. Réinstitutionnaliser l'École, c'est *bâtir du collectif* en lieu et place des grappes indifférenciées d'élèves qui errent dans des espaces anonymes en récupérant quelques photocopies au passage ! 2) Dans cette perspective, il faudra, bien sûr, se dégager de la « pédagogie bancaire » que dénonçait déjà Paulo Freire, de la course aux notes et de la réduction des savoirs à des « utilités scolaires » bien vite oubliées. L'enjeu est de mobiliser l'intelligence des élèves sur des connaissances dont la densité culturelle est assez forte, assez clairement identifiable, pour qu'ils s'engagent et accèdent, au delà du plaisir immédiat de « réussir », au désir, jamais totalement rassasié, de « comprendre ». Faire de l'École un vrai lieu de culture ne sera pas facile, tant nous avons sacrifié cette dernière à des exercices vides de sens, mais c'est un enjeu essentiel pour lutter contre l'utilitarisme individualiste qui la gangrène. 3) Et, enfin, bien sûr, tout cela ne sera possible que si la formation pédagogique des maîtres, des cadres éducatifs et de tous les personnels de l'école – y compris les personnels administratifs et de service - redevient une vraie priorité. On souligne, à juste titre, l'urgence de la reconstruction de la formation

initiale des enseignants. Mais on ne dit pas suffisamment qu'il serait sans doute plus facile et plus rapide de relancer, dès aujourd'hui, une véritable formation continue des équipes, un accompagnement systématique des personnels, une diversification des ressources formatives... véritable alternative à la caporalisation que nous venons de vivre. Et, dans ce cadre, bien évidemment, les mouvements pédagogiques et d'éducation populaire, en raison des valeurs qu'ils portent et de l'expérience qui est la leur, devraient avoir une place éminente.

Philippe Meirieu
Professeur à l'Université LUMIERE-Lyon 2
Vice-président de la Région Rhône-Alpes délégué à la formation tout au long de la vie.